

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre, n° 1-1250/1.

Session 1999-2000.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre sous la législature précédente et relevé de caducité, n° 2-291/1. — Rapport fait au nom de la commission, n° 2-292/2. — Texte adopté par la commission, n° 2-292/3. — Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale, n° 2-292/4.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption sans amendements. Séance du 22 et 23 mars 2000.

Senaat.

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer, nr. 1-1250/1.

Zitting 1999-2000.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven, nr. 2-291/1. — Verslag namens de commissie, nr. 2-292/2. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-292/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd, nr. 2-292/4.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming zonder amendementen. Vergadering van 22 en 23 maart 2000.

F. 2001 — 753

[2000/09755]

30 JUIN 2000. — **Loi modifiant le Code d'instruction criminelle, l'article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et l'article 837 du Code judiciaire, en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté en Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Les articles 242, 243, 244 et 261 du Code d'instruction criminelle sont abrogés.

Art. 3. L'article 269, alinéa 2, du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Les témoins ainsi appelés seront entendus dans les formes prévues aux articles 317 et suivants. »

Art. 4. L'article 291 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 291. — L'arrêt portant renvoi à la cour d'assises est signifié à l'accusé et aux autres parties.

Cette signification doit être faite à personne si l'accusée est détenu. »

Art. 5. L'article 292 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 292. — Le procureur général et les autres parties ont le droit de former un pourvoi en cassation contre l'arrêt portant renvoi à la cour d'assises. Dans tous les cas, ce pourvoi sera formé dans les quinze jours de la signification prévue à l'article 291, par une déclaration faite au greffe de la cour d'appel dans les formes prévues à l'article 417. »

Art. 6. Un article 292bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 292bis. — La déclaration doit énoncer l'objet du pourvoi.

Sans préjudice de l'article 416, alinéa 2, ce pourvoi ne peut être formé que contre l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, et dans les cas suivants :

- 1° si le fait n'est pas qualifié crime par la loi;
- 2° si le ministère public n'a pas été entendu;
- 3° si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi;

4° si les dispositions légales relatives à l'emploi des langues en matière judiciaire n'ont pas été respectées;

N. 2001 — 753

[2000/09755]

30 JUNI 2000. — **Wet tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, van artikel 27 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van artikel 837 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de rechtspleging voor het hof van assisen te stroomlijnen**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. De artikelen 242, 243, 244 en 261 van het Wetboek van Strafvordering worden opgeheven.

Art. 3. Artikel 269, tweede lid, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De aldus opgeroepen getuigen worden gehoord overeenkomstig de bij de artikelen 317 en volgende bepaalde voorschriften. »

Art. 4. Artikel 291 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 291. — Het arrest van verwijzing naar het hof van assisen wordt aan de beschuldigde en aan de andere partijen betekend.

Die betekening moet aan de persoon worden gedaan indien de beschuldigde zich in hechtenis bevindt. »

Art. 5. Artikel 292 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 292. — De procureur-generaal en de andere partijen hebben het recht een voorziening in cassatie in te stellen tegen het arrest van verwijzing naar het hof van assisen. Die voorziening moet in elk geval binnen vijftien dagen na de bij artikel 291 bepaalde betekening worden ingesteld, door een verklaring gedaan op de griffie van het hof van beroep in de bij artikel 417 bepaalde vorm. »

Art. 6. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 292bis ingevoegd, luidende :

« Art. 292bis. — In de verklaring moet de grond van de voorziening worden opgeheven.

Onverminderd artikel 416, tweede lid, kan de voorziening alleen worden ingesteld tegen het arrest van verwijzing naar het hof van assisen in een van de volgende gevallen :

- 1° wanneer het feit geen misdaad is volgens de wet;
- 2° wanneer het openbaar ministerie niet gehoord is;
- 3° wanneer het arrest niet gewezen is door het bij de wet bepaalde aantal rechters;

4° wanneer de wettelijke voorschriften betreffende het gebruik van de talen in gerechtszaken niet werden nageleefd;

5° si les règles de la procédure contradictoire prévues à l'article 223 n'ont pas été respectées. »

Art. 7. Un article 292ter, rédigé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 292ter. — Aussitôt qu'elle aura été reçue par le greffier, l'expédition de l'arrêt sera transmise par le procureur général près la cour d'appel au procureur général près la Cour de cassation, laquelle sera tenue de se prononcer toutes affaires cessantes. »

Art. 8. L'article 293 du même Code, modifié par la loi du 10 octobre 1967, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 293. — Le président pourra interroger l'accusé. Dans ce cas, l'interrogatoire est constaté par un procès-verbal que signent le président, le greffier, l'accusé et s'il y a lieu, l'interprète. »

Art. 9. L'article 294 du même Code, modifié par la loi du 22 janvier 1975, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 294. — Le procureur général fait signifier à l'accusé par un seul exploit l'acte d'accusation et la citation à comparaître devant la cour d'assises. Cette signification doit être faite à personne si l'accusé est détenu. »

Art. 10. L'article 295 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Le délai de citation est de deux mois, à moins que les parties y renoncent expressément. Si ce délai n'est pas respecté et qu'une des parties invoque ce non-respect au plus tard lors de l'ouverture de la session et avant toute exception ou défense, le président de la cour d'assises fixe d'office, par ordonnance, une nouvelle date et nouvelle heure pour l'ouverture de la session.

L'accusé peut renoncer à ce délai avant l'ouverture de la session par une déclaration faite au greffe du tribunal de première instance du lieu où siègera la cour d'assises. Lorsque l'accusé est détenu, cette déclaration peut être faite dans les formes prévues par la loi du 25 juillet 1893 relative aux déclarations d'appel ou de recours en cassation des personnes détenues ou internées. »

Art. 11. L'article 296 du même Code, abrogé par la loi du 12 mars 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 296. — Après le renvoi, l'accusé conserve le droit de communiquer librement avec son conseil. »

Art. 12. L'article 297 du même Code, abrogé par la loi du 12 mars 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 297. — L'accusé et la partie civile ont la faculté de consulter le dossier au greffe. S'ils en font la demande, l'accusé ainsi que la partie civile peuvent obtenir gratuitement une copie du dossier. »

Art. 13. L'article 298 du même Code, abrogé par la loi du 12 mars 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 298. — Le président, s'il estime l'instruction incomplète ou si des éléments nouveaux ont été révélés depuis sa clôture, peut ordonner tous actes d'instruction qu'il estimera utiles, à l'exception d'un mandat d'arrêt. Les procès-verbaux et autres pièces ou documents réunis au cours de cette instruction supplémentaire sont déposés au greffe et joints au dossier de la procédure.

Le greffier informe le procureur général et les parties de ce dépôt et délivre à chacune des parties une copie gratuite du dossier complémentaire. »

Art. 14. L'article 299 du même Code, abrogé par la loi du 12 mars 1998, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 299. — Avant l'ouverture de la session, le président peut, soit d'office, soit sur demande du ministère public, de l'accusé ou de la partie civile, ordonner le renvoi à une session ultérieure d'une affaire qui n'est pas en état d'être jugée ou proroger la date à laquelle débiteront les débats. »

5° wanneer de in artikel 223 voorgeschreven regels van de tegenspraak niet werden nageleefd. »

Art. 7. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 292ter ingevoegd, luidende :

« Art. 292ter. — Zodra de griffier de verklaring ontvangen heeft, doet de procureur-generaal bij het hof van beroep een uitgifte van het arrest toekomen aan de procureur-generaal bij het Hof van Cassatie, dat gehouden is, met voorrang boven alle andere zaken, uitspraak te doen. »

Art. 8. Artikel 293 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967, wordt vervangen als volgt :

« Art. 293. — De voorzitter kan de beschuldigde ondervragen. In dat geval wordt de ondervraging vastgesteld bij een proces-verbaal dat wordt ondertekend door de voorzitter, de griffier, de beschuldigde en, in voorkomend geval, de tolk. »

Art. 9. Artikel 294 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 22 januari 1975, wordt vervangen als volgt :

« Art. 294. — De procureur-generaal laat in één exploit de akte van beschuldiging en de dagvaarding om voor het hof van assisen te verschijnen aan de beschuldigde betekenen. Die betekening moet aan de persoon worden gedaan indien de beschuldigde zich in hechtenis bevindt. »

Art. 10. Artikel 295 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« De termijn van dagvaarding is twee maanden, tenzij de partijen daar uitdrukkelijk afstand van doen. Bij niet-naleving van deze termijn en op voorwaarde dat een van de partijen die niet-naleving opwerpt uiterlijk bij de opening van de zitting en vóór alle exceptie of verweer, bepaalt de voorzitter van het hof van assisen bij beschikking ambtshalve een nieuwe datum en een nieuw uur voor de opening van de zitting.

De beschuldigde kan vóór de opening van de zitting afzien van die termijn door een verklaring op de griffie van de rechtbank van eerste aanleg van de plaats waar het hof van assisen zitting zal houden. Indien de beschuldigde zich in hechtenis bevindt, kan die verklaring worden gedaan in de vorm bepaald bij de wet van 25 juli 1893 betreffende de verklaringen van hoger beroep of van voorziening in cassatie van de gedetineerde of geïnterneerde personen. »

Art. 11. Artikel 296 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 12 maart 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 296. — Na de verwijzing behoudt de beschuldigde het recht om vrij verkeer te hebben met zijn raadsman. »

Art. 12. Artikel 297 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 12 maart 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 297. — Ter griffie aan de beschuldigde en aan de burgerlijke partij inzage in het dossier verleend. De beschuldigde alsook de burgerlijke partij kunnen, op hun verzoek, kosteloos een afschrift van het dossier verkrijgen. »

Art. 13. Artikel 298 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 12 maart 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 298. — Zo de voorzitter het gerechtelijk onderzoek onvolledig acht of zo er sedert het afsluiten van het onderzoek nieuwe gegevens aan het licht zijn gekomen, kan hij alle onderzoeksdaden bevelen die hij nuttig acht, met uitzondering van een bevel tot aanhouding. De processen-verbaal en andere stukken of documenten die tijdens dat aanvullend gerechtelijk onderzoek worden verzameld, worden neergelegd ter griffie en bij het dossier van de rechtspleging gevoegd.

De griffier stelt de procureur-generaal en de partijen van die neerlegging in kennis en bezorgt aan elk van de partijen kosteloos een afschrift van het aanvullend dossier. »

Art. 14. Artikel 299 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 12 maart 1998, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 299. — Vóór de opening van de zitting kan de voorzitter van ambtswege of op verzoek van het openbaar ministerie, de beschuldigde of de burgerlijke partij bevelen een zaak die niet in staat van wijzen is, naar een latere zitting te verwijzen of het tijdstip waarop de debatten zullen aanvangen, uit te stellen. »

Art. 15. Les articles 302 à 306 et 309 du même Code sont abrogés.

Art. 16. Dans l'intitulé du Livre II, Titre II, Chapitre IV, du même Code, les mots « du jugement » sont remplacés par les mots « de l'arrêt ».

Art. 17. Un article 312*bis* libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 312*bis*. — Avant qu'il soit procédé à la lecture visée à l'article 313, les parties doivent préciser par conclusions les moyens visés à l'article 235*bis* qu'elles peuvent soumettre au juge du fond. La cour statue immédiatement sur ceux-ci. La demande en cassation de cet arrêt est formée en même temps que la demande en cassation de l'arrêt définitif visée à l'article 373. »

Art. 18. L'article 313 du même Code, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 313. — Immédiatement après, le président peut ordonner au greffier de lire l'arrêt de renvoi.

Il fait distribuer à chaque juré une copie de l'acte d'accusation et, s'il en existe, de l'acte de défense.

Le procureur général lit l'acte d'accusation et l'accusé ou son conseil l'acte de défense. »

Art. 19. L'article 314 du même Code est abrogé.

Art. 20. A l'article 317 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « dans l'ordre établi par le procureur général » sont remplacés par les mots « dans l'ordre établi par le président »;

2° l'article est complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, le président peut autoriser ou inviter les personnes entendues en qualité d'expert ou de témoin à disposer, pendant leur déposition, de notes qui ont été déposées préalablement ou à l'audience et qui sont jointes au dossier. »

Art. 21. Dans l'article 318, alinéa 2, du même Code, les mots « Le procureur général et l'accusé » sont remplacés par les mots « Le procureur général, la partie civile et l'accusé. »

Art. 22. L'article 319 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 319. — Le président peut demander aux témoins et à l'accusé tous les éclaircissements qu'il jugera nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les juges et les jurés ont la même faculté, en demandant la parole au président. L'accusé et son conseil peuvent poser des questions au témoin par l'intermédiaire du président. Le procureur général, la partie civile et son conseil peuvent poser des questions, soit au témoin, soit à l'accusé, par l'intermédiaire du président.

Le président peut toutefois interdire que certaines questions soient posées. »

Art. 23. L'article 320 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 320. — Après chaque déposition, le président demandera au témoin s'il persiste dans ses déclarations. Si tel est le cas, il demandera au procureur général, à l'accusé et à la partie civile s'ils ont des observations à faire sur ce qui a été déclaré.

Le président peut ordonner au témoin, après sa déposition, de demeurer à la disposition de la cour d'assises jusqu'à ce que celle-ci se soit retirée dans la chambre des délibérations. »

Art. 15. De artikelen 302 tot 306 en 309 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 16. In het opschrift van Hoofdstuk IV van Titel II, Boek II van hetzelfde Wetboek wordt het woord « vonnis » vervangen door het woord « arrest ».

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 312*bis* ingevoegd, luidende :

« Art. 312*bis*. — De partijen dienen, vooraleer tot de voorlezing bedoeld in artikel 313 wordt overgegaan, de middelen bedoeld in artikel 235*bis* die zij aan de feitenrechter kunnen onderwerpen bij conclusie te omschrijven. Het hof doet daarover onmiddellijk uitspraak. De eis tot cassatie tegen dit arrest wordt ingesteld samen met de eis tegen het eindarrest, bedoeld in artikel 373. »

Art. 18. Artikel 313 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 313. — Onmiddellijk daarna kan de voorzitter de griffier bevelen het arrest van verwijzing voor te lezen.

Hij doet aan elke gezworene een afschrift overhandigen van de akte van beschuldiging en van de akte van verdediging, zo er een bestaat.

De procureur-generaal leest de akte van beschuldiging voor en de beschuldigde of zijn raadsman de akte van verdediging. »

Art. 19. Artikel 314 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 317 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden « in de door de procureur-generaal bepaalde volgorde » vervangen door de woorden « in de door de voorzitter bepaalde volgorde »;

2° het artikel wordt aangevuld met het volgende lid :

« Niettemin kan de voorzitter de personen die als deskundige of getuige worden gehoord, de toestemming geven of verzoeken tijdens hun verklaring notities te gebruiken, die vooraf of ter zitting worden neergelegd en bij het dossier worden gevoegd. »

Art. 21. In artikel 318, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden « De procureur-generaal en de beschuldigde » vervangen door de woorden « De procureur-generaal, de burgerlijke partij en de beschuldigde ».

Art. 22. Artikel 319 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 319. — De voorzitter kan aan de getuigen en de beschuldigde alle ophelderingen vragen die hij nodig acht om de waarheid aan de dag te brengen.

De rechters en de gezworenen hebben hetzelfde recht, maar moeten aan de voorzitter het woord vragen. De beschuldigde en zijn raadsman kunnen, bij monde van de voorzitter, aan de getuige vragen stellen. De procureur-generaal, de burgerlijke partij en haar raadsman kunnen, bij monde van de voorzitter, vragen stellen aan de getuige of aan de beschuldigde.

De voorzitter kan evenwel verbieden dat bepaalde vragen worden gesteld. »

Art. 23. Artikel 320 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 320. — Na elke getuigenis vraagt de voorzitter aan de getuige of deze bij zijn verklaringen blijft. Is dat het geval, dan vraagt hij aan de procureur-generaal, de beschuldigde en de burgerlijke partij of ze opmerkingen hebben in verband met hetgeen werd gezegd.

Nadat de getuige zijn getuigenis heeft afgelegd, kan de voorzitter hem bevelen ter beschikking van het hof van assisen te blijven totdat het hof zich in de beraadslagingskamer heeft teruggetrokken. »

Art. 24. A l'article 321 du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé;

2° l'alinéa 2 est remplacé par la disposition suivante : « Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au procureur général et au président de faire citer à leur requête les témoins qui leur seront indiqués par l'accusé ou la partie civile, dans les cas où ils jugeront que leur déclaration pût être utile pour la manifestation de la vérité. »

Art. 25. A l'article 322 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa 1^{er}, qui devient le § 1^{er}, est complété comme suit :

« 7° De la partie civile;

8° Des enfants de moins de quinze ans. »

b) L'alinéa 2, qui devient le § 2, est remplacé comme suit :

« L'audition des personnes visées au § 1^{er} ne peut être une cause de nullité lorsque ni le procureur général, ni la partie civile, ni l'accusé ne se sont opposés à cette audition.

En cas d'opposition du procureur général ou d'une ou plusieurs des parties, le président peut entendre ces personnes hors serment. Leurs déclarations sont considérées comme de simples renseignements. »

c) Il est inséré un § 3, rédigé comme suit :

« § 3. Les enfants de moins de quinze ans et les interdits légaux ne peuvent jamais être entendus sous serment. »

Art. 26. L'article 323 du même Code est abrogé.

Art. 27. Dans l'article 326, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots « L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposés, que ceux qu'il désignera » sont remplacés par les mots « L'accusé et la partie civile pourront demander, après que les témoins auront déposés, que ceux qu'ils désigneront ».

Art. 28. Dans l'article 332, alinéa 2, du même Code, les mots « L'accusé et le procureur général » sont remplacés par les mots « L'accusé, la partie civile et le procureur général ».

Art. 29. Dans l'article 343, alinéa 2, du même Code, les mots « de ses assesseurs » sont insérés entre les mots « et accompagné » et les mots « de l'accusé ».

Art. 30. L'article 354 du même Code est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 354. — Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparait pas, ou lorsqu'un témoin est décédé, le président peut donner lecture des déclarations de ce témoin faites au cours de l'instruction, même de celles faites sous serment. Le président peut, sauf opposition des parties, décider qu'un témoin qui a été cité, et qui comparait, ne sera pas entendu en sa déposition.

Il peut, sous la même condition, décider qu'il n'y a pas lieu d'entendre en sa déposition la personne appelée à témoigner par application de l'article 269, alinéa 1^{er}. »

Art. 31. A l'article 355 du même Code sont apportées les modifications suivantes :

1. à l'alinéa 1^{er}, les mots « , même par corps » sont supprimés;

2. l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 32. Dans l'intitulé de la section 2, les mots « Du jugement » sont remplacés par les mots « De l'arrêt ».

Art. 24. In artikel 321 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt : « De kosten van de dagvaardingen, op verzoek van de beschuldigde gedaan, komen te zijnen laste, evenals het loon van de gedagvaarde getuigen, indien zij loon verlangen; de procureur-generaal en de voorzitter kunnen evenwel de getuigen die de beschuldigde of de burgerlijke partij hen hebben aangewezen, op eigen verzoek doen dagvaarden, indien zij oordelen dat hun verklaring dienstig kan zijn om de waarheid aan de dag te brengen. »

Art. 25. In artikel 322 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) Het eerste lid, dat § 1 wordt, aangevuld als volgt :

« 7° De burgerlijke partij;

8° Kinderen onder de leeftijd van vijftien jaar. »

b) Het tweede lid, dat § 2 wordt, wordt vervangen als volgt :

« Het horen van de personen vermeld in § 1, kan geen nietigheid teweeg brengen wanneer, noch de procureur-generaal, noch de burgerlijke partij, noch de beschuldigde zich ertegen verzet hebben dat zij gehoord worden.

In geval van verzet van de procureur-generaal of van één of meer partijen, kan de voorzitter die personen buiten eed horen. Hun verklaringen worden als gewone inlichtingen beschouwd. »

c) Er wordt een § 3 ingevoegd, luidende :

« § 3. Kinderen onder de leeftijd van vijftien jaar en wettelijk ontzeten mogen nooit onder eed worden gehoord. »

Art. 26. Artikel 323 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 27. In artikel 326, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De beschuldigde kan vragen dat de getuigen die hij aanwijst » vervangen door de woorden « De beschuldigde en de burgerlijke partij kunnen vragen dat de getuigen die zij aanwijzen ».

Art. 28. In artikel 332, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden « De beschuldigde en de procureur-generaal » vervangen door de woorden « De beschuldigde, de burgerlijke partij en de procureur-generaal ».

Art. 29. In artikel 343, tweede lid, van hetzelfde Wetboek, worden tussen de woorden « vergezeld is door » en de woorden « de beschuldigde » de woorden « zijn assessoren » ingevoegd.

Art. 30. Artikel 354 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« Art. 354. — Wanneer een gedagvaarde getuige niet verschijnt of wanneer een getuige overleden is, kan de voorzitter voorlezing doen van diens tijdens het onderzoek, zelfs onder eed, afgelegde verklaringen. De voorzitter kan, behoudens verzet van de partijen, beslissen dat een gedagvaarde getuige die verschijnt, niet in zijn getuigenis wordt gehoord.

Hij kan, onder dezelfde voorwaarde, beslissen dat er geen grond is om de persoon die met toepassing van artikel 269, eerste lid, is opgeroepen om te getuigen, in zijn getuigenis te horen. »

Art. 31. In artikel 355 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden « , zelfs met lijfswang » geschrapt;

2. het tweede lid wordt geschrapt.

Art. 32. In het opschrift van afdeling 2 wordt het woord « vonnis » vervangen door het woord « arrest ».

Art. 33. L'article 364 du même Code est complété par l'alinéa suivant :

« Sur proposition du président, il est ensuite décidé, à la majorité absolue, de la formulation des motifs ayant conduit à la détermination de la peine infligée. »

Art. 34. Dans la même Code est inséré un article 364bis, rédigé comme suit :

« Art. 364bis. — Tout arrêt de condamnation fera mention des motifs ayant conduit à la détermination de la peine infligée. »

Art. 35. L'intitulé du chapitre V du titre II du livre II du même Code est remplacé par l'intitulé suivant :

« CHAPITRE V : De la procédure par défaut et de l'opposition ».

Art. 36. L'article 381 du même Code, abrogé par les lois des 10 juillet et 10 octobre 1967, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 381. — Lorsqu'à la date fixée pour l'ouverture des débats, l'accusé qui n'est pas en état de détention ne se présente pas, le président de la cour d'assises rend sur le champ une ordonnance portant que cet accusé sera jugé par défaut.

Il sera ensuite procédé comme indiqué au chapitre IV du présent titre. »

Art. 37. L'article 382 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1838, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 382. — Les arrêts de la cour d'assises portant condamnation de l'accusé par défaut seront signifiés à celui-ci.

Le condamné par défaut pourra faire opposition selon les modalités prévues à l'article 187. »

Art. 38. L'article 383 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1838, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 383. — L'opposition sera signifiée au procureur général et aux parties contre lesquelles elle est dirigée. »

Art. 39. L'article 384 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1838, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 384. — L'affaire est fixée dans les formes ordinaires à une prochaine session de la cour d'assises. »

Art. 40. L'article 385 du même Code, abrogé par la loi du 15 mai 1838, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 385. — La cour d'assises, siégeant sans l'assistance du jury, statue sur la recevabilité de l'opposition. Si l'opposant ou l'avocat qui le représente ne comparait pas, l'opposition sera déclarée non avenue.

Si l'opposition est reçue, la condamnation est déclarée non avenue et l'affaire est jugée conformément aux dispositions du chapitre IV du présent titre. »

Art. 41. Le chapitre II du titre IV du livre II du même Code est abrogé.

Art. 42. A l'article 27, § 1^{er}, de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive, modifié par les lois des 11 juillet 1994 et 12 mars 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° au 3°, le a) est remplacé par la disposition suivante :

« a) depuis l'ordonnance rendue conformément à l'article 133 du Code d'instruction criminelle jusqu'à ce que la cour d'assises ait définitivement statué »;

2° le 4° est abrogé.

Art. 33. Artikel 364 van hetzelfde wetboek aanvullen met het volgende lid :

« Op voorstel van de voorzitter wordt bij volstreekte meerderheid vervolgens beslist over de formulering van de redenen die geleid hebben tot de bepaling van de opgelegde straf. »

Art. 34. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 364bis ingevoegd, luidende :

« Art. 364bis. — Ieder veroordelend arrest maakt melding van de redenen die geleid hebben tot de bepaling van de opgelegde straf. »

Art. 35. Het opschrift van boek II, titel II, hoofdstuk V, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

« HOOFDSTUK V : Verstekprocedure en verzet ».

Art. 36. Artikel 381 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wetten van 10 juli en 10 oktober 1967, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 381. — Wanneer de beschuldigde, die zich niet in hechtenis bevindt, zich niet aanmeldt op de voor de opening van de debatten vastgestelde datum, geeft de voorzitter van het hof van assisen terstond een beschikking houdende dat die beschuldigde bij verstek zal worden berecht.

Vervolgens zal te werk worden gegaan zoals bepaald in hoofdstuk VI van deze titel. »

Art. 37. Artikel 382 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 mei 1838, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 382. — De arresten van het hof van assisen houdende veroordeling bij verstek van de beschuldigde worden aan deze laatste betekend.

De bij verstek veroordeelde kan in verzet komen op de wijze bepaald in artikel 187. »

Art. 38. Artikel 383 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 mei 1838, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 383. — Het verzet wordt betekend aan de procureur-generaal en aan de partijen tegen wie het gericht is. »

Art. 39. Artikel 384 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 mei 1838, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 384. — Er wordt volgens de gewone vormvoorschriften een rechtsdag bepaald op een volgende zitting van het hof van assisen. »

Art. 40. Artikel 385 van hetzelfde Wetboek, opgeheven door de wet van 15 mei 1838, wordt hersteld in de volgende lezing :

« Art. 385. — Het hof van assisen, dat zitting houdt zonder bijstand van de jury, doet uitspraak over de ontvankelijkheid van het verzet. Indien de eiser in verzet of de advocaat die hem vertegenwoordigt niet verschijnt, wordt het verzet ongedaan verklaard.

Zo het verzet ontvankelijk wordt verklaard, wordt de veroordeling nietig verklaard en wordt de zaak berecht overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk IV van deze titel. »

Art. 41. Boek II, titel IV, hoofdstuk II, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 42. In artikel 27, § 1, van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis, gewijzigd bij de wetten van 11 juli 1994 en 12 maart 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het 3° wordt a) vervangen als volgt :

« a) vanaf de beschikking gegeven overeenkomstig artikel 133 van het Wetboek van strafvordering totdat het hof van assisen einduitspraak heeft gedaan »;

2° het 4° wordt opgeheven.

Art. 43. L'article 837 du Code judiciaire est complété par un alinéa 4, rédigé comme suit :

« La suspension des jugements et opérations prévue à l'alinéa 1^{er}, prend fin si le droit dû en vertu de l'article 269.1 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe n'est pas acquitté dans les huit jours à compter de l'envoi visé à l'article 838, alinéa 1^{er}. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 30 juin 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Notes

(1) *Session 1996-1997 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

49-1085/1 : Proposition de loi de MM. Reynders, J.J. Viseur et Duquesne.

(2) *Session 1997-1998 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

49-1085/2 à 5 : Amendements.

(3) *Session 1998-1999 :*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

49-1085/6 à 9 : Amendements.

49-1085/10 : Rapport fait au nom de la commission.

49-1085/11 : Texte adopté par la commission - art. 77 de la Constitution.

49-1085/12 : Texte adopté par la commission - art. 78 de la Constitution.

49-1085/13 : Amendements.

49-1085/14 : Articles adoptés en séance plénière - art. 78 de la Constitution.

49-1085/15 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion et texte adopté avec des amendements. Séances des 27 et 28 janvier 1999 en le 4 février 1999.

Voir aussi :

49-1954-98/99 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat - art. 77 de la Constitution.

Sénat.

Documents parlementaires :

1-1267/1 : Projet transmis par la Chambre - exercice du droit d'évocation.

1-1267/2 : Amendements.

1-1267/4 : Note.

1-1267/3 : Amendements.

(4) *Session 1999-2000 :*

Sénat.

Documents parlementaires :

2-282/1 : Projet transmis par la Chambre sous la législature précédente et relevé de caducité - exercice du droit d'évocation.

2-282/2 : Amendements.

2-282/3 : Rapport fait au nom de la commission.

Art. 43. Artikel 837 van het Gerechtelijk Wetboek wordt aangevuld met een vierde lid, luidende :

« De in het eerste lid bedoelde schorsing van vonnissen en verrichtingen neemt een einde wanneer de rechten die verschuldigd zijn krachtens artikel 269.1 van het Wetboek van registratie-, hypotheek- en griffierechten, niet zijn betaald binnen acht dagen te rekenen van de toezending bedoeld in artikel 838, eerste lid. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 30 juni 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Nota's

(1) *Zitting 1996-1997 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

49-1085/1 : Wetsvoorstel van de heren Reynders, J.J. Viseur en Duquesne.

(2) *Zitting 1997-1998 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

49-1085/2 tot 5 : Amendementen.

(3) *Zitting 1998-1999 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire stukken :

49-1085/6 tot 9 : Amendementen.

49-1085/10 : Verslag namens de commissie.

49-1085/11 : Tekst aangenomen door de commissie - art. 77 van de Grondwet.

49-1085/12 : Tekst aangenomen door de commissie - art. 78 van de Grondwet.

49-1085/13 : Amendementen op de tekst aangenomen door de commissie.

49-1085/14 : Artikelen aangenomen in de plenaire vergadering - art. 78 van de Grondwet.

49-1085/15 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming met amendementen. Zittingen van 27 en 28 januari 1999 en 4 februari 1999.

Zie ook :

49-1954-98/99 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat - art. 77 van de Grondwet.

Senaat.

Parlementaire stukken :

1-1267/1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer - uitoefening van het evocatierecht.

1-1267/2 : Amendementen

1-1267/4 : Nota.

1-1267/3 : Amendementen.

(4) *Zitting 1999-2000 :*

Senaat.

Parlementaire bescheiden :

2-282/1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer tijdens de vorige zittingsperiode en van verval ontheven - uitoefening van het evocatierecht.

2-282/2 : Amendementen.

2-282/3 : Verslag namens de commissie.

2-282/4 : Texte adopté par la commission.
 2-282/5 : Amendements redéposés après l'approbation du rapport.
 2-282/6 : Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre.
 2-282/7 : Projet transmis par la Chambre.
 2-282/8 : Rapport fait au nom de la commission.
 2-282/9 : Décision de se rallier au projet réamendé par la Chambre.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption avec amendements. Séances des 22 et 23 mars 2000. Discussion et adoption sans amendements. Séance du 22 juin 2000.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires :

50-542/1 : Projet amendé par le Sénat.
 50-542/2 à 5 : Amendements.
 50-542/6 : Rapport fait au nom de la commission.
 50-542/7 : Texte adopté par la commission.
 50-542/8 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption avec amendements. Séance du 8 juin 2000.

2-282/4 : Tekst aangenomen door de commissie.
 2-282/5 : Amendementen opnieuw ingediend na goedkeuring verslag.
 2-282/6 : Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer.
 2-282/7 : Ontwerp opnieuw overgezonden door de Kamer.
 2-282/8 : Verslag namens de commissie.
 2-282/9 : Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer opnieuw geamendeerde ontwerp.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming met amendementen. Vergaderingen van 22 en 23 maart 2000. Bespreking en aanneming zonder amendementen. Vergadering van 22 juni 2000.

Kamer van volkvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden :

50-542/1 : Ontwerp geamendeerd door de Senaat.
 50-542/2 tot 5 : Amendementen.
 50-542/6 : Verslag van de commissie.
 50-542/7 : Tekst aangenomen door de commissie.
 50-542/8 : Tekst aangenomen in plenaire zitting en overgezonden naar de Senaat.

Parlementaire Handelingen. — Bespreking en aanneming met amendementen. Vergadering van 8 juni 2000.

F. 2001 — 754

[S - C - 2001/09223]

12 FEVRIER 2001. — Loi complétant la loi du 30 juin 2000 modifiant le Code d'instruction criminelle, l'article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et l'article 837 du Code judiciaire, en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. La loi du 30 juin 2000 modifiant le Code d'instruction criminelle, l'article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et l'article 837 du Code judiciaire, en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises est complétée par un article 44, libellé comme suit :

« Art. 44. La présente loi s'applique aux causes renvoyées devant la cour d'assises par un arrêt de mise en accusation rendu conformément à l'article 231 du Code d'instruction criminelle après son entrée en vigueur. »

Art. 3. La présente loi entre en vigueur le même jour que la loi du 30 juin 2000 modifiant le Code d'instruction criminelle, l'article 27 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive et l'article 837 du Code judiciaire, en vue de rationaliser la procédure devant la cour d'assises.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 12 février 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
 M. VERWILGHEN

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
 M. VERWILGHEN

—————
 Note

(1) *Session 2000-2001.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Proposition de loi, déposée par MM. Geert Bourgeois en Karel Van Hoorebeke, n° 50-542/1. — Amendements, n°s 50-542/2 à 4. — Rapport fait au nom de la Commission, n° 50-542/5. — Texte adopté par la Commission, n° 50-542/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-542/7.

N. 2001 — 754

[S - C - 2001/09223]

12 FEBRUARI 2001. — Wet tot aanvulling van de wet van 30 juni 2000 tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, van artikel 27 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van artikel 837 van het Gerechtelijk Wetboek, ten einde de rechtspleging voor het hof van Assisen te stroomlijnen (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wat regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. De wet van 30 juni 2000 tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, van artikel 27 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en van artikel 837 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de rechtspleging voor het hof van assisen te stroomlijnen wordt aangevuld met een artikel 44, luidende :

« Art. 44. Deze wet is van toepassing op zaken die naar het hof van assisen verwezen zijn bij een arrest van inbeschuldigingstelling uitgesproken overeenkomstig artikel 231 van het Wetboek van Strafvordering na de inwerkingtreding ervan. »

Art. 3. Deze wet treedt in werking op dezelfde dag als de wet van 30 juni 2000 tot wijziging van het Wetboek van Strafvordering, van artikel 27 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis en artikel 837 van het Gerechtelijk Wetboek, teneinde de rechtspleging voor het hof van assisen te stroomlijnen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zo met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 12 februari 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
 M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
 M. VERWILGHEN

—————
 Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsvoorstel ingediend door de heren Geert Bourgeois en Karel Van Hoorebeke, nr. 50-542/1. — Amendementen, nrs. 50-542/2 tot 4. — Verslag namens de Commissie, nr. 50-542/5. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 50-542/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden naar de Senaat, nr. 50-542/7.